

millier d'étudiants africains ont poursuivi leurs études au Canada grâce à des bourses de l'ACDI.

□ Le programme d'échanges de jeunes, «Jeunesse — Canada — Monde», lancé l'année précédente, s'est poursuivi en 1973 avec trois pays d'Afrique francophone: la Tunisie, le Cameroun et le Sénégal. Plus d'une centaine de jeunes Canadiens ont ainsi pu se rendre dans l'un ou l'autre de ces trois pays pour vivre comme les autochtones tandis qu'un nombre équivalent de jeunes Africains ont pu faire la même expérience au cours d'un séjour d'environ cinq mois au Canada.

□ Sur le plan touristique, le nombre de voyageurs canadiens a augmenté, particulièrement en Afrique du Nord. Ceux qui font la traversée du Sahara ne sont pas encore légion, mais on les rencontre en nombre croissant, soit au milieu d'un convoi ou d'une caravane, soit au volant de leur voiture, se rendant de la Méditerranée au golfe de Guinée. Cette augmentation du nombre des touristes canadiens a provoqué une demande accrue des services consulaires du Canada en Afrique francophone.

Programmes d'aide

Comme par les années passées, l'une des activités principales des six ambassades du Canada en Afrique francophone a porté sur l'administration des programmes de coopération.

Les sommes totales affectées aux divers programmes bilatéraux de coopération canadienne avec l'ensemble de ces pays, pour l'année fiscale 1972-1973, ont atteint 69 millions de dollars. L'année écoulée a été marquée par le lancement de nouveaux

projets d'envergure, ainsi que par la poursuite de l'exécution d'autres projets importants engagés depuis quelques années et l'adoption d'une formule de planification pluri-annuelle pour la participation du Canada au développement de quelques-uns de ces pays.

Le président de l'ACDI, monsieur Paul Gérin-Lajoie, s'est rendu en Afrique, à la tête de deux délégations officielles: l'une en Afrique du Nord (Maroc, Algérie et Tunisie), l'autre au Niger et en Haute-Volta. Cette dernière visite s'est effectuée dans le cadre de l'effort de mobilisation internationale mis en œuvre en vue de porter secours aux millions de personnes affectées par la sécheresse qui sévit depuis plusieurs années dans six pays francophones de la région soudano-sahélienne et qui a atteint un point critique en 1973. Le Canada est un des pays qui ont contribué, de façon généreuse, aux programmes mis sur pied pour venir en aide aux pays touchés par ce fléau. Le premier effort du Canada pour la lutte contre la sécheresse s'est élevé, en 1973, à environ 10 millions de dollars.

Moyen-Orient

La reprise des hostilités au Moyen-Orient en octobre 1973 a mis fin à la trêve précaire qui régnait dans cette région depuis 1967.

Le 25 octobre, le Conseil de sécurité des Nations Unies autorisait la mise sur pied d'une force de maintien de la paix et par la suite le Parlement répondait affirmativement au Secrétaire général qui avait demandé au Canada de fournir l'élément

logistique de la force. Environ 1.000 Canadiens prirent position le long de la ligne du cessez-le-feu entre les forces égyptiennes et israéliennes, mais à la fin de l'année, la frontière israélo-égyptienne était encore disputée.

Au cours de 1973, le Canada s'est employé à accroître sa représentation au Moyen-Orient, de telle sorte qu'en 1974 il entretenait des relations diplomatiques avec tous les pays de la région. En mai 1973, il établissait des relations diplomatiques avec l'Arabie Saoudite. Il décidait également d'établir des relations diplomatiques avec les pays bordant le sud du golfe Persique (le Bahreïn, Oman, le Qatar, les Émirats arabes unis), avec la République arabe du Yémen et avec la République démocratique populaire du Yémen. On annonçait officiellement, le 21 décembre, l'ouverture d'une ambassade en Arabie Saoudite.

Les échanges commerciaux du Canada avec les pays du Moyen-Orient ont considérablement augmenté en 1973 et les perspectives d'une croissance rapide et soutenue sont excellentes.

Le problème palestinien n'ayant toujours pas été résolu, le Canada a continué d'appuyer le travail de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). L'apport a été augmenté de \$500.000 en 1973, portant la contribution annuelle du pays à 2.05 millions de dollars; la contribution totale du Canada à cet organisme, depuis sa création, est la troisième en importance.